

La Grande Releve

MEUSUEL DE REFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE, POUR

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

EDITORIAL

Enfin !

Les chômeurs se révoltent, enfin, contre les conditions de vie auxquelles la société les condamne ! Enfin, ils arrivent à ce que les médias parlent d'eux ! Enfin l'opinion va, peut-être, comprendre ce que leur situation a d'intolérable ! Et d'injuste, car, on ne saurait les rendre responsables de leur misère dans un pays riche, à une époque où il est devenu si facile de produire de quoi satisfaire leurs besoins essentiels!

Bravo aux syndicats de travailleurs et à toutes les associations qui les relaient en comprenant enfin que **le chômage est le dernier avatar du salariat**. Il faut les soutenir quand ils revendiquent les moyens de vivre décentement.

Que les chômeurs disent bien que pas un d'entre eux n'a délibérément choisi de vivre aux crochets des autres. Qu'ils ont tous envie de se sentir utiles et que s'ils avaient un revenu et un statut normaux, ils sauraient s'occuper, aider, participer, sous quelque forme que ce soit, et qu'ils ont tous des capacités. Mais qu'ils refusent les travaux forcés parce qu'ils ont aussi une dignité, que la société actuelle leur dénie en les humiliant.

En janvier 1982, j'avais intitulé l'éditorial du N°796

"Chômeurs, à vous d'agir"! Ils avaient à s'organiser et c'est difficile quand on n'a pas seulement de quoi vivre. Maintenant que c'est parti, ils

ont à se mettre d'accord et pouvoir refuser qu'on se serve de leur détresse pour les obliger à travailler dans n'importe quelles conditions. C'est ainsi qu'ils pourront faire passer, par exemple, un principe simple comme celui de l'alternance : cette année, c'est moi qui travaille, et l'an prochain, c'est toi qui auras cet emploi, et puis nous changerons encore, par roulement. Tous alors, actifs avec ou sans emploi, seront à égalité, sans discrimination pour faire valoir leurs droits sur la richesse produite, avec ou sans eux. Et



reproduction de la couverture de notre BD,
dessin de J. Vignes-Elie

SOMMAIRE

- 1 Enfin !
par M.-L. DUBOIN.
- 3 Au fil des jours
par J.-P. MON
- 5 1998 : une très bonne année
par A. PRIME
- 6 Le cœur du sujet
par Laurence.
- 8 Les dessous des crises
par G. KRASSOVSKY
- 9 Lecture : "la mondialisation heureuse", pro
pos de funambule ! par H. MULLER
- 11 Le billet de Paul :
Le sel germe, le sel, j'aime
- 12 La vraie libération
par J. Le RIGOLLEUR
- 13 Tribune libre : controverse acratique
par D. KESSOUS.

N° 974
février
1998

A-L W



→ tous pourront organiser leur vie autrement, sans donner au travail salarié la prépondérance sur toute autre considération.

Mais qu'ils cessent de réclamer de nouveaux emplois ! Bien sûr, en l'état actuel de la société, il n'y a ni revenu honnête, ni protection sociale suffisante hors de l'emploi pour les travailleurs, et en plus, ils sont convaincus qu'il n'y a ni dignité ni reconnaissance de leurs talents hors d'un emploi bien payé. Mais quand des machines sont programmées pour produire à leur place, il est temps de penser à une autre organisation de la société humaine !

À vous d'agir ! s'adresse évidemment aussi à tous nos lecteurs : ils peuvent aider la prise de conscience, en parlant avec les chômeurs et les travailleurs, tous concernés par le chômage, et l'association AED va tenter d'organiser cette action. Mais si nous avons réalisé un numéro spécial en décembre

extraits de l'éditorial de *LA GRANDE RELÈVE* - N° 796, janvier 1982

CHÔMEURS, À VOUS D'AGIR !

Ce qui fait notre force, et c'est un atout énorme, c'est que nous apportons l'espoir : à tous les chômeurs, à tous les faillis que la société a écrasés, à tous les jeunes sans emploi que le monde marchand désespère, traite en inutiles ou en parias, nous disons : organisez-vous en un monde plus humain, prenez-vous en main pour créer, d'abord pour vous-même et les vôtres, un monde "convivial". Vous, les chômeurs, réunissez-vous et ensemble, définissez entre vous les rapports que vous souhaitez avoir. Créez cette coopérative qui vous permette, dans un premier temps, de vous alimenter à des prix raisonnables en vous répartissant tout ce que les petits paysans peuvent produire mais se désespèrent de ne pouvoir vendre. Organisez un circuit d'échanges qui court-circuite le monde de l'argent. Vous vous croyez inutiles ? Avez-vous pensé à tous ceux qui ont besoin de votre travail et n'ont pas les moyens de le payer ? Offrez votre temps libre pour construire un monde sans profit. Le monde marchand vous rejette, répudiez-le!

UN PARI SUR L'HOMME

C'est sans doute un pari que nous faisons. Pari sur la capacité de l'homme à se mobiliser pour créer la société humaine où il pourra s'épanouir demain. Pari que l'union sacrée qu'il est capable de former en temps de guerre, il sera capable aussi de la faire en temps de paix. Mais c'est un pari qui s'appuie sur le fait qu'il dispose de moyens énormes qui n'existaient pas hier. Il les a inventés, pourrait-il se laisser avoir au point de ne pas oser s'organiser pour en profiter ?

M-L D.

Cela me rappelle Youki. Pendant plus de seize ans, nous avons eu la chance, mon mari et moi, d'avoir ce chien exceptionnel pour compagnon. Il était très intelligent, peut-être parce c'était un bâtard, peut-être parce qu'abandonné petit, il avait été obligé de se débrouiller pour survivre, toujours est-il que nous nous comprenions très bien, lui et nous. Pour l'avertir qu'on allait aller se promener, on pouvait soit prononcer le mot "promener", soit simplement déplacer sa laisse : ce bruit signifiait pour lui qu'on allait la lui passer au cou, et sortir. Quand nous marchions loin des routes, nous le détachions pour qu'il ait la liberté de courir où bon lui semblait, comme il aimait. Toutefois, en montagne, pour traverser les alpages où il aurait risqué d'effrayer les vaches, il était prudent de le réattacher. Au lieu de l'appeler, ce qui serait resté sans succès car il était peu obéissant, il suffisait de secouer la laisse car, même dans ces conditions, ce bruit le faisait revenir et tendre le cou... pour aller promener! Alors même qu'il était en train de se promener. Et de la façon qu'il aimait le mieux ! Nous avons souvent ri de cette réaction, ce qu'il n'appréciait pas du tout, lui qui nous montrait, après Pavlov, ce qu'est un réflexe conditionné !

Quand les chômeurs réclament des emplois à tout prix, quand des responsables politiques promettent de créer des emplois, et peut-être y croient encore, ils prouvent qu'ils sont conditionnés. Comme Youki. Ils ne réfléchissent pas et ils ne voient pas.

ou simplement le faire lire, et puis revenir à la charge, pousser la discussion jusqu'à faire sentir la double nécessité (car l'un ne va pas sans l'autre, vous l'avez compris) d'une monnaie de consommation et de contrats civiques pour que tout le monde puisse vivre et que soit reconnue et rendue possible toute activité souhaitable.

L'action individuelle, s'adressant à des amis, à des collègues, en toute occasion, est un travail de longue haleine, qui demande avant tout une sérieuse *préparation* personnelle. Mais elle est très efficace parce quelle permet de donner aux gens l'idée, puis le temps de réfléchir. Face au bourrage de crânes auquel se livrent les médias figés dans leur conditionnement, la tâche est énorme ! Mais vous y arrivez, la preuve nous en est apportée par le courrier : il contient de plus en plus de demandes envoyées par des nouveaux venus.

C'est encore la période des vœux. Alors je remercie d'abord tous ceux qui nous ont adressé les leurs. Et puis j'en fais un pour tous : celui que nous arrivions à faire comprendre aux chômeurs actuels et aux chômeurs en puissance, quel autre avenir on peut construire sur les bases que nous voulons mettre à la place de celles qui sont aujourd'hui imposées quasi de force par la pensée unique, et qui mènent le monde à désespérer de l'homme.

Marie-Louise Duboin

Suppressions d'emplois¹

- La fusion de *American Electric Power Company* et de *Central and South West Corporation*, conduira à la suppression de 1.300 emplois sur 25.000.
- L'opérateur de télécommunications danois, *Tele Danmark*, annonce pour 1998 la suppression de 2.200 emplois sur 17.000.
- *Fruit of the Loom* supprime 2.900 emplois.
- *Citycorp* supprime 7.500 emplois.
- *Eastman Kodak* annonce 10.000 nouvelles suppressions d'emplois.
- *Ksmart*, géant de la grande distribution américaine, a annoncé le 29 décembre la fermeture de 10 de ses 122 magasins canadiens ce qui va toucher, au Canada, 1.200 salariés sur 12.600. Globalement, le groupe va mettre en retraite anticipée 11% de ses salariés, soit 28.500 personnes qu'il compte remplacer par des jeunes moins payés et des emplois à temps partiel ne comportant pas d'avantages sociaux tels que l'assurance maladie.
- *General Motors*, qui a annoncé récemment son intention de réduire ses effectifs européens de 20 à 30% en 5 ans, supprimera 1.900 postes dans son usine belge et de nombreux emplois dans ses usines allemandes (Opel). GM fermera aussi son usine *Buick* de Flint, près de Detroit, qui emploie 2.900 personnes.
- *Philip Morris* supprime 2.500 emplois dans sa division alimentaire *Kraft* à l'étranger.
- Le fabricant de jouets *Hasbro* réduit ses effectifs de 20% soit 2.500 personnes.
- *Boeing* annonce 12.000 suppressions de postes pour 1998.
- *Polaroid* réduit ses effectifs de 1.500 personnes.
- *Nabisco* diminue de 10% les effectifs totaux de sa branche tabac, soit 3.000 personnes.
- Le fabricant américain d'ordinateurs personnels *Packard Bell-Nec*, filiale du groupe japonais *NEC*, va supprimer plus de 1.000 emplois sur 6.000 selon le *Nihon Kenzai Shimbun* du 29-12-1997.
- *Mirimar Mining*, importante mine d'or canadienne, a annoncé le 29-12 le licenciement de 130 salariés, soit un tiers de sa main d'œuvre, en raison de la faiblesse du prix de l'or.
- La direction de l'usine de Lisieux du fabricant de produits laitiers *Chambourcy* a confirmé le 29-12 la suppression de 50 postes sur 170.
- En Chine, le Bureau d'État des statistiques prévoit que 1,2 millions d'ouvriers du textile devront être licenciés dans les années qui viennent. Cela représente plus du quart de la main d'œuvre du secteur.

• Le leader mondial de la fibre de verre, *Owens-Corning*, a annoncé la suppression de 2.200 postes, soit 9% de son effectif et la réduction d'activité de ses sites de Belgique et de Norvège.

* * *

Asie du Sud-Est²

- Les contraintes imposées par le FMI à la Corée du Sud pour bénéficier d'un plan d'assistance vont se traduire par de graves problèmes sociaux. Selon les prévisions de l'institut national LG, la Corée connaîtra en 1998 sa première récession depuis dix-huit ans avec une baisse de 1,3% de son PIB. Le chômage pourrait rapidement atteindre le niveau record de 3 millions de personnes. Et cela sans véritable système de protection sociale!
- En raison de la crise économique qui la frappe, la Malaisie va renvoyer chez eux environ un million de travailleurs immigrés. Le secrétaire d'État à l'intérieur a précisé que cette décision était nécessaire pour protéger l'emploi des travailleurs nationaux. (On dirait du Le Pen tout craché !). Les 2 millions d'immigrés en situation régulière vivant en Malaisie viennent d'Indonésie, de l'Inde, du Bangladesh ou de Thaïlande. Comme la crise frappe aussi ces pays, on peut facilement imaginer ce que vont devenir les travailleurs expulsés de Malaisie.

* * *

Un pari stupide³

En Allemagne, le chômage touche depuis décembre 4,251 millions de personnes, un record jamais atteint depuis la fin de la guerre. Le pari stupide du chancelier Kohl de diminuer de moitié le nombre des chômeurs entre 1996 et 2000 ne sera évidemment pas tenu.

* * *

Hypocrisie

Malgré une commande par l'Iran d'une centaine de locomotives électriques, la majeure partie du millier de salarié de l'usine de Belfort du groupe *GEC-Alsthom* subira quarante et un



1. Chiffres parus dans *Le Monde* entre le 16-12-97 et le 13-1-98.

2. cf. *Le Monde* du 4-1-98.

3. cf. *Le Monde* du 10-1-98

L'avis d'un connaisseur.

« Les sondages servent davantage les intérêts du marché que ceux de la connaissance. Or, l'économie est le royaume des idées reçues : l'impôt tue l'impôt, les charges patronales sont trop lourdes, les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain, le capitalisme est naturel et indépassable... » Michel Caillat, professeur d'économie au lycée Jean-Zay d'Orléans, cité par *Le Monde*.



jours de chômage technique dans les douze prochains mois... Mais il n'est pas question de diminuer la durée du travail !

* * *

La forme ultime du salariat

Voici ce qu'écrivait Alain Lebaube :

« La capacité de l'économie à offrir de l'emploi à tous se révèle illusoire. Ce que, dans L'Humanité du 30 décembre le sociologue Alain Bertho résume d'une formule significative : "Le chômage apparaît comme la forme ultime du salariat". Mais le salariat se trouve lui-même en difficulté; il n'est plus appelé à jouer un rôle central ou dominant dans nos sociétés, peut-être à l'instar du travail. Le même Alain Bertho avance d'ailleurs lui aussi sur ce terrain, puisqu'il ajoute ensuite que, par leur action, les chômeurs "amènent à poser la question de la place du travail dans la société et de l'organisation d'ensemble" [...] La crise de l'emploi précède celle du salariat; l'une et l'autre remettent en cause la centralité du travail ou, plutôt, de la forme de travail qui nous est familière. Parallèlement, on peut avoir de sérieux doutes sur la possibilité d'accorder à chacun ce qui fait si cruellement défaut, aujourd'hui comme demain, surtout si la notion de travail reste identifiée telle quelle à l'emploi. Deux voies sont possibles. L'une découle de la revendication et, de proche en proche, aboutit à une société duale de partage "socialisé" entre ceux qui sont au travail et ceux qui sont sans travail. L'autre, qui comporte plusieurs variantes, [...] correspond à l'idée de moins en moins utopique, d'une allocation universelle de base qui ne lie plus nécessairement le revenu ou une partie du revenu au travail, mais à l'emploi [...]. D'autres hypothèses futuristes vont jusqu'à imaginer que le revenu puisse être "suffisant" et "inconditionnel" : son attribution ne serait pas liée à l'obligation d'une contrepartie quelconque. Toutes postulent, en revanche, que le travail-emploi ne soit plus la seule référence et que la reconnaissance sociale puisse provenir "d'activités". [...] Grâce aux chômeurs qui occupent certaines ASSEDIC, le débat va peut-être enfin s'ouvrir sur ces questions de société. Ce pourrait être une chance et le début d'une clarification. C'est, en tous cas, un grand sujet politique. De vraie politique.»

(Le Monde du 2-1-98)

4. Le Monde du 8-1-98.

Si Alain Lebaube avait prêté quelque attention à *La Grande Relève* il aurait pu, depuis longtemps, lancer ce vrai débat dans son quotidien.

* * *

La faim dans le monde

Le rapport annuel de l'UNICEF estime que sept millions d'enfants meurent chaque année de malnutrition. Quand elle ne tue pas, elle laisse chez des millions de survivants des séquelles physiques et mentales durables et un système immunitaire affaibli. La malnutrition frappe un enfant sur deux en Asie du Sud, un sur trois en Afrique. Mais les pays industrialisés ne sont pas épargnés : aux États-Unis, plus de 13 millions d'enfants, soit un enfant de moins de douze ans sur quatre, ne disposent pas de la nourriture dont ils ont besoin, même si, paradoxalement, ils sont nombreux à souffrir d'obésité; au Royaume-Uni, les familles pauvres

connaissent des risques de santé liés à une mauvaise alimentation, notamment en fin de mois, avant que ne soient versées les allocations mensuelles; en France, les plus pauvres consacrent près d'un quart de leur budget à l'alimentation, mais leur nourriture est déséquilibrée au détriment des fruits et légumes.

* * *

Un bel exemple de libéralisme...

En 20 ans, la Corée du Sud est devenue, juste derrière le Japon, le second constructeur mondial de navires; sa production représente 24,3% du total mondial. Courant décembre, le Comité des associations européennes de constructeurs de navires (CESA) a demandé aux autorités de l'Union Européenne de protester contre les aides fournies par les organismes internationaux, comme le FMI, à la Corée du Sud pour lui permettre de surmonter sa crise actuelle. « C'est la politique insensée de construction navale menée par la Corée du Sud, fondée sur l'augmentation irresponsable des capacités de production et la casse des prix, qui a conduit aux tensions financières et à la crise industrielle affectant négativement l'industrie navale dans le monde⁴ » proteste le CESA, qui pense que les dévaluations successives de la monnaie coréenne vont encore renforcer la compétitivité des chantiers coréens. Il demande donc que les soutiens occidentaux ne soient accordés que si Séoul s'engage à réduire considérablement la capacité de production de ses docks. Saine conception de la concurrence!

* * *

Une autre catastrophe!

Le prix du pétrole brut baisse⁴! Le cours des valeurs pétrolières aussi! Contrairement aux prévisions pessimistes des années 70 (que ne nous a-t-on pas dit à l'époque!), le pétrole devient plus abondant que jamais. L'Irak va même pouvoir reprendre ses exportations (partiellement et si les États-Unis le veulent bien) ... Les analystes financiers sont ainsi obligés de revoir leurs prévisions : ils ne les avaient basées que sur la hausse du dollar, pas sur la baisse des cours du baril. Pour Total, une fluctuation de 1\$ par baril a un impact de 550 millions de francs sur le résultat opérationnel global et de 6% sur le bénéfice net. Mais « *La production du Moyen-Orient a des marges fixes, indépendantes des prix du pétrole* » nous rassure le responsable de la communication financière de Total. En d'autres termes, le pétrole ça ne coûte rien !

Jean-Pierre Mon .

“1998 : une très bonne année”

C'est avec force, ce qui ne veut pas dire avec conviction, que Dominique Strauss-Kahn a affirmé à plusieurs reprises, interrogé par Michel Field sur TF1 le 4 janvier, que «1998 devrait être une très bonne année.» Pour lui, le chômage devrait baisser sensiblement au cours du deuxième semestre, la croissance être conforme aux 3 % prévus malgré la crise asiatique, l'augmentation de la consommation intérieure compensant l'éventuelle perte d'un demi-point à l'exportation. Cette croissance de 3% doit générer la création de 200.000 emplois qui s'ajouteront aux 350.000 emplois-jeunes prévus en dehors du privé. CQFD. Traduisez : ce qu'il **faudra** démontrer et non ce qu'il **fallait** démontrer. En effet, jusque là, les changements concrets ne sont guère perceptibles.

C'est vrai que 1998 peut être l'année de tous les espoirs, comme celle d'un peu plus de désespérance, si le chômage, que tous les sondages désignent comme le problème numéro un dans les préoccupations des Français, ne reçoit pas un **vrai** début de solution.

Pour la première fois, depuis plusieurs semaines, les chômeurs commencent à s'organiser, font entendre leur voix : ils devraient être, et de loin vu leur nombre et leur détresse, le “premier” syndicat. Comment rester sourd à leur demande, de “prime de Noël” de 3.000 francs¹, quand on a vu l'étalage de cadeaux et la “grande bouffe” des fêtes de fin d'année ?

Mais 3.000 francs per capita, cela fait 7 à 10 milliards. Or le gouvernement veut rester dans les clous des 3% de Maastricht. Alors, on débloque 500 millions à l'UNEDIC pour la formation-reclassement, ce que les chômeurs insurgés considèrent comme une provocation ; tout comme l'interview de N. Notat, à la fois patronne de la CFDT et de l'UNEDIC, à *Libé* du 5-1-98, dans laquelle elle dénonce la “manipulation” (sic) dont sont victimes les chômeurs. Comme si détresse et misère n'étaient pas une motivation suffisante de révolte !

L'organisation Agir ensemble contre le chômage ! dans une interview au *Monde* du 30-12-97, rappelait : «N'oublions pas que près de 80% des chômeurs touchent moins de 3.000 francs par mois.» Les statistiques officielles, portant sur 2.249.000 chômeurs indemnisés au 30-6-97, indiquent :

- 21% perçoivent plus de 5.000 F. par mois

- 374.000, soit 16,6 %, entre 4 et 5.000 F.

- 567.000, soit 25,2 %, entre 3 et 4.000 F.

- 835.000, soit 37,1 %, moins de 3.000 F.

à quoi s'ajoutent les 500.000 chômeurs en fin de droits² indemnisés sur la base de 2.300 F (allocation de solidarité spécifique). Restent donc 4 à 500.000 demandeurs d'emplois (jeunes, notamment) qui n'ont droit à aucune indemnité. La *Grande Relève* a dénoncé en son temps la part importante de responsabilité du gouvernement socialiste dans la dégradation des indemnités de chômage : à la fois diminution de leur montant et accélération vers la situation de fin de droits. Pour couronner le tout, alors que Bérégovoy est devenu Premier Ministre, on instaure l'allocation dégressive : les indemnités diminuent de 20 % tous les quatre mois. Autrement dit, on aggrave à la fois la pauvreté et l'exclusion³.

Depuis, la situation ne s'est guère arrangée. Le récent rapport du Commissariat au Plan cerne à la fois le chômage de masse et la précarisation : «Les quelque 3 millions de chômeurs au sens du BIT ne forment que le noyau dur d'un vaste phénomène de décomposition de la relation au travail. Au total, c'est 6,7 millions de personnes qui subissent la dégradation de la situation de l'emploi. Et ce chiffre est sans doute sous-estimé...»

Il faut que les distributistes se rapprochent au plus tôt des mouvements et associations qui essaient de sortir les chômeurs des ghettos dans lesquels la société avait tendance à les laisser. Il faut au contraire qu'enfin le mouvement s'amplifie et surtout qu'il ne retombe pas s. C'est le moment de distribuer le n° spécial de la GR sur le travail (déc 1997). Dans l'ensemble, les chômeurs sont sûrement les plus aptes à comprendre les causes structurelles du chômage. On a pu le constater avec satisfaction : plusieurs ont clamé à travers les médias qu'ils ne demandaient pas la charité, mais une reconnaissance de citoyenneté à part entière, d'Homme, tout simplement. Il ne faut surtout pas que leurs réclamations apparaissent comme des demandes d'aide, d'allocation, d'appel à la charité, ou même à la seule solidarité.

Il est grand temps que le gouvernement actuel, contrairement à ce qu'ont fait les gouvernements successifs depuis bientôt deux décennies, privilégie le traitement de l'**emploi**, plutôt que celui du chômage.

André Prime.

1. Accordée en 1996 par le gouvernement Juppé !

2. “en fin de droits” ! Comment a-t-on osé inventer ce terme ? Dans un pays dont la constitution proclame les droits de l'homme, le droit à la vie, le droit au travail ? Quelle honte !
NDLR

3. Dans le livre intitulé “Martine Aubry” de P. Burel et N. Tatu, on retrouve des comportements du même acabit du grand argentier. Nous sommes fin 1991 : «Les élections régionales et cantonales approchent. Les chiffres du chômage sont plus mauvais que jamais. Bérégovoy décide de contre-attaquer, sans états d'âme. Il demande à Édith Cresson de casser le thermomètre, en jouant sur les statistiques. Il suffit d'abandonner le mode de calcul classique de l'ANPE et de s'aligner sur les normes du BIT (Bureau International du Travail). Celles-ci présentent l'avantage de dégonfler les chiffres, en éliminant, par exemple, les chômeurs qui ont travaillé quelques heures durant le mois précédent. Soit quatre cent mille chômeurs rayés d'un trait de plume. Pour Bérégovoy, c'est une opportunité dont il serait absurde de se priver.» Pas étonnant alors la lettre que P. Bérégovoy, redescendu sur terre après l'écrasante défaite de la gauche aux Législatives de 1993, nous adressait le 18-4-1993 (cf. GR N°923) : «Nous avons déçu et les électeurs nous l'ont montré. Vos arguments sont pertinents. Nous avons tous à tirer la leçon de cet échec sans précédent.»

Le cœur du sujet

Bonjour ! Je suis économiste, iconoclaste et ne pratique pas l'orthodoxie. Je suis surtout une terrienne, passionnée de liberté et j'aime trop la Vie pour croire n'importe quoi. C'est parce que je suis tout cela, et plus, que je désire partager, dans cet espace convivial de *La Grande Relève* qui, bien plus que du papier et de l'encre, est la foi et l'enthousiasme de quelques-uns, trois clins d'œil pour dire certains faits à propos de ceux qui "fabriquent" la science économique et s'approprient la responsabilité de l'économie au nom de leur gai savoir.

La vie et les mots

Quand je suis seule sur ma route à humer l'air sauvage, pensant mes idées à la cadence de mes pas, celles-ci vibrent et chantent en résonnant dans l'espace, chatoyantes et espiègles. Elles sont alors si belles, là, à fleur de peau, dans cet éclat d'intimité avec les éléments et le cosmos ! Et puis, le crayon, la feuille blanche, et soudain tout est gris, comme si la vie s'était éteinte. Derrière les mots, plus un écho. Ah, qu'ils sont étroits, soudain ces mots, quand ils se couchent sagement l'un après l'autre sur la même ligne, tout desséchés d'être épurés pour faire plus vrai !

Comment parler en terme de chiffres trop acérés, dégénérés, de ce qui est vie, souffle ondoyant, gonflé d'envies, vallées de larmes ou cris d'espoir ? La vie est une lorsqu'elle est homme... C'est ce même homme qui ressent et pense, cherche et se perd, désire et craint, travaille et souffre, aime et oublie, tisse et détruit... Comme un oiseau fou de liberté, l'idée en cage se désenchantée, et le savoir devient morose.

Tout est enchaînement de croyances

Savoir... ! Ou bien con-naître. Que de fausses idées entourent ce mot, camouflant combien de peurs ? Tout le rationnel du monde (lui-même si fluctuant sur le fil ténu du temps), ni les méthodes les plus exactes (par rapport à quoi, d'ailleurs ?) ne peuvent créer le discernement, car celui-là relève du cœur et nous permet de voir ce qui est juste.

Seuls les faits sont "objectifs". Et encore, le découpage et la description d'un fait sont le reflet de notre perception, inconsciemment programmée par notre histoire sensible, irrémédiablement subjective et polarisée. Elle s'enracine au plus intime de nous-mêmes, façonnée par notre vécu, elle est écho de nos croyances et au-delà, de notre sens. De plus, la construction

mentale qu'on appelle "savoir" n'est pas photographique, ni même analogique. Elle est un enchaînement à l'infini de croyances qui s'emboîtent l'une dans l'autre comme des poupées gigognes. Une croyance est le lien mental qui permet de relier plusieurs faits en leur donnant du sens, et ce sens est totalement subjectif, même s'il fait l'objet d'un consensus. Une croyance collective est un ensemble de subjectivités en résonance mutuelle. Et quand bien même existerait, dans un espace hypothétique, un univers d'idées matrices (la vérité platonicienne), c'est nos cerveaux qui, liés à nos sens, les accueillent et les transforment en y projetant leurs propres limites, leurs angles morts et leurs distorsions. Et puis l'amour de la vérité souvent prend un goût de pouvoir, et devient copyright. C'est si facile d'omettre et de sélectionner, pour ne pas déranger convictions et intérêts... Croire est affaire de séduction, ou de foi, ou d'amour, mais pas de raison (celui qui croit



à la raison comme seul critère de sagesse craint justement tous les non-dit, les cicatrices de son enfance et fait un choix psychologique). C'est par l'usage et l'expérience au cœur de la vie qu'on affûte ses outils. Ne survit à la conceptualisation que ce qui a de solides racines, profondément ancrées dans une terre riche et bien drainée.

Nos croyances créent l'avenir, celui qui demain sera le réel, analysable et codifiable selon les normes économiques en vigueur. Nos croyances créent le futur car elles pilotent tous nos choix inconscients, et donc nos actes et notre réflexion. Elles tissent nos désirs et nos peurs, ces croyances, dans ce creuset si mystérieux qu'est l'inconscient. Nous savons tous, loin quelque part, dissimulé derrière l'enfance, que ce sont nos rêves qui créent des ailes à nos pensées, ces germes d'actes qui ne demandent qu'à faire un nouveau monde avec l'ancien.

Mettre l'économie à sa place

Non, je ne m'égare pas. A travers ces propos peu familiers, habituellement exclus et "hors propos" pour discourir d'économie, je suis même en plein cœur du sujet. Cette facette de nos vies, la vie économique, cadrée et recadrée à grands coups d'abstraction par deux générations d'universitaires galonnés, ne devient intelligible que remise à sa place : dans l'humain. C'est à travers chacun de nous que s'invente la vie matérielle, indissociable de notre globalité. C'est là, nulle part ailleurs, que tout amorce de choix, économique ou politique, mais par essence relationnel et symbolique, s'enracine et prend forme. Comprendre l'individu, son besoin vital de se créer du sens et de se sentir relié à d'autres, respecter son unité et sa complexité, c'est se donner les meilleures clés pour développer une réflexion sociale sur des bases saines. Ce que grandes firmes et politiciens exploitent fort bien, à notre insu. Et qui dit science dit méthode, protocoles et consensus. Nous sommes nombreux à vouloir autre chose que l'étroitesse de la science officielle... Et pour cause, le vrai problème ne serait-il pas cognitif ? Nous cheminons, bon, mal an, vers plus d'unité, en soi et hors soi ; toute connaissance individuelle étant par essence limitée et subjective (même quand elle se glisse derrière des chiffres), toute réflexion d'ordre collectif est nécessairement un collectif de réflexions. Oublier la diversité, nier la complexité et l'interdépendance, surtout pour construire nos connaissances, peut mener au désastre, sous

forme de dogmatismes ou de pensées uniques, obsessions hypnotiques créant clivages et exclusions, et destruction d'intelligence. Les effets sur le concret sont tout aussi concrets. Notre production, et bientôt notre monde, ressemblent de plus en plus à l'univers Celluloïd et chaotique du meilleur des mondes.

Depuis que la science économique est devenue pensée unique avec un air de religion, avec ses papes, ses prêtres et son église, le moindre écrit se voulant scientifique expose l'auteur à se débattre, à se défendre au mot à mot, se justifier et s'incliner. Les pires sottises peuvent être écrites, plébiscitées et publiées, à condition d'être dans la ligne, et enrobées de références aussi nombreuses que savantes. Ça impressionne et ça sélectionne. Où est la recherche, derrière tout cela ? Le maître-mot est conformisme. On ne cherche plus, on défend son pouvoir, son amour-propre, plus encore. Que sont ces pensées devenues, insolentes et géniales, qui donnaient des ailes à nos discussions et nous faisaient aimer nos maîtres ? La recherche est une histoire d'amour, entre soi et cette autre chose, un peu en marge, en porte-à-faux, qui vous bouscule et vous rudoie pour faire grandir ...

Que voulez-vous sans désir d'étonnement, d'émerveillement ? Nous, collectif de personnes, nous accouchons d'une société image fidèle de nos pensées, nourrie de nos peurs, de nos rêves brisés, de nos frustrations, de nos racismes, de notre ignorance, de nos refoulements... C'est tout cela aussi qui se donne à lire dans le miroir qu'est notre économie. On sait compter pour posséder, mais on oublie d'apprendre à lire. La beauté, l'enchantement et les couleurs vibrantes de vie, ça se dit, ça se regarde, ça se partage, mais ça ne se compte pas, ou alors ça ne compte plus.

Comme quoi la science économique/écologique est une affaire très spirituelle, et l'affaire de tous.

Laurence.



La Grande Relève au collègue

Notre prochain numéro sera conçu pour participer à la *semaine de la presse à l'école*. Aux abonnés qui voudraient y collaborer, nous précisons que ce numéro devra être "bouclé" au plus tard le 15 mars.

Mais, et nous en sommes désolés, ceci va encore plus retarder la publication de textes en attente en raison de leur abondance. Parmi ces textes déjà reçus, annonçons un débat sur la monnaie, faisant suite à l'analyse de L.de Somer du livre sur la monnaie publié par "Chômage et monnaie" (textes de P.Aunac, L. de Somer, A.Léry, J.Berthillier etc.)...



Les dessous des "crises"

Autant que je me souviens, j'ai toujours entendu parler de "crises" et cela continue. Il y a toujours une crise quelque part : crise économique, crise politique, crise sociale, crise internationale. Les journaux en sont pleins, la radio et la télé en font largement état, on s'y intéresse, on en discute.

Les opinions sont toutefois très diverses et souvent contradictoires lorsqu'il s'agit d'en indiquer la cause. Pour les uns, c'est l'explosion démographique, pour d'autres, c'est le progrès technique, pour d'autres encore, ce sont : la baisse du niveau moral, le manque de civisme, la recherche du profit, la hausse du prix du pétrole, etc. En fait, il est probable que toutes ces causes jouent dans la genèse des crises en tant que facteurs, mais sans qu'aucune d'elles ait, à elle seule, un effet déterminant. Toujours ce réductionnisme qui fait que l'on n'arrive jamais à une vision globale des problèmes qui nous assaillent.

J'aurais, certes, pu me contenter de ces considérations d'ordre général mais, pour une fois, j'ai envie de continuer sur ma lancée et de "pous-

ser" plus loin. J'ai envie d'aller à mon tour "au charbon" et de donner mon avis sur l'origine de toutes ces crises et peut-être aussi le moyen d'y mettre un terme. Je me rends parfaitement compte qu'il s'agit là d'une approche également réductrice, mais je revendique le droit de fantasmer, moi aussi !

Eh bien, voilà : à mon avis, si "rien ne va", c'est à cause d'une conception complètement erronée de la vie en société. Conception qui a pour base la compétition et la concurrence. Il s'ensuit des luttes incessantes, aussi bien entre les individus qu'entre les groupes d'individus rassemblés sous la même bannière. Et cela va des consortiums aux États. "L'Union fait la force !" N'est-ce pas ? Et, en l'occurrence, c'est toujours pour gagner, avoir le dessus, vaincre, triompher... D'où toutes sortes d'affrontements, de conflits et même des guerres. Et cela dure depuis des temps immémoriaux ! Ce qui n'a rien d'étonnant étant donné que l'éducation des enfants¹ a pour base le même esprit de compétition et que son but principal est d'en faire des "battants". De sorte que chaque génération transmet à la suivante les mêmes aberrations, les mêmes clichés mentaux. Les conditionnés conditionnent... Le résultat ? Nous l'avons devant les yeux : tout le monde subit des stress et des traumatismes. Les plus sensibles en souffrent, bien sûr, le plus et c'est souvent la dégringolade dans la drogue et l'alcoolisme. Mais à vrai dire, "la compétitivité" n'épargne personne, tous en pâtissent et particulièrement les laissés pour compte, ceux que la loi de la concurrence condamne à la misère. Tant de souffrances et un climat permanent "de crise" et d'insécurité à cause d'une façon absurde de concevoir les relations humaines ! Mais c'est complètement idiot ! L'homo sapiens devrait être tout de même capable de concevoir une autre façon de vivre que celle d'une foire d'empoigne. Ne pourrait-on pas bannir tout esprit de compétition et le remplacer par celui de solidarité et d'entraide ? Tout le monde y gagnerait ! Voilà, j'ai apporté mon "grain de sel". Cela ne servira sans doute à rien. Une fois de plus, on me traitera d'utopiste et on continuera à déplorer les crises dont on n'arrive pas à se sortir...

Georges Krassovsky.

1. La pratique démente et médiatisée des sports de compétition y contribue grandement, elle aussi. Il y a relativement peu d'enfants arriérés mais beaucoup d'adultes infantiles.

Une performance peu avouable

Les "succès" économiques britanniques dissimulent un grave problème, celui de l'illettrisme. Le manque de formation professionnelle et d'adéquation au travail frappe une couche importante de la main d'œuvre, surtout dans les emplois les moins qualifiés[...]. Selon une enquête de l'Office National des statistiques, un adulte sur cinq, soit 8,4 millions de Britanniques, ont un niveau d'alphabétisation très insuffisant : parmi les 16-25 ans, 22% sont incapables de comparer deux informations écrites, de lire un journal, de comprendre un horaire ou de remplir un formulaire. Le niveau n'est guère plus brillant en calcul : d'après le directeur de l'Agence des connaissances de base, les statistiques suggèrent que la Grande Bretagne «a plus de personnes ayant des difficultés à lire que pratiquement tous les pays industrialisés».

Pour de nombreux chômeurs de longue durée, il est impossible de suivre des cours de formation.

Bien que, dans un certain nombre d'entreprises, syndicats et patronat coopèrent pour fournir à la main d'œuvre les connaissances de base nécessaires à l'exercice de leur travail, le patronat s'inquiète de voir arriver sur le marché «une génération incapable de travailler» qui pourrait coûter à la collectivité jusqu'à 8 milliards de livres.

(chiffres cités par *Le Monde* du 20-11-97)

La mondialisation heureuse*

Propos de funambule !

Apôtre inconditionnel de la mondialisation, chantre du marché-roi, ennemi juré du tout-État, Alain Minc, parangon de la "pensée unique", entend dicter au Premier ministre en exercice le mode d'emploi d'un "libéralisme de gauche", discret marche-pied pour accéder graduellement à un modèle économique, de philosophie américaine, proche du libéralisme sauvage.

Pétri de certitude, cumulant les titres enviés de major de l'E.N.A., ingénieur des mines, inspecteur des Finances, ce donneur de leçons prodigue ses conseils éclairés aux chefs d'entreprise et banquiers ainsi qu'à la classe politique. Foin des contestataires de la "pensée unique"! Des illuminés, des utopistes, des moins que rien, des "populistes de tout acabit fabricants d'idéologie". Des propos pareillement blessants visent les "croisés de l'anti-Maastricht, les militants de la dépense publique, les zélotes du déficit, les obsédés de la relance keynésienne". Ailleurs il évoque "les remugles nationalistes et cocardières"¹. «Aucune logique économique ne peut s'opposer à la mondialisation, ni lui servir d'alternative. Le marché-roi n'a rien à craindre. Le monde lui appartient. Mais cette toute-puissance est aussi la source de sa fragilité. Face à ceux qui hurlent à "l'horreur économique", la pensée unique est mal outillée. On ne meurt pas pour le marché-roi. Au moins peut-on envisager de mourir pour l'Europe».

Cette suite de propos décousus est caractéristique du ton général de l'ouvrage. Dissertant avec un art consommé sur maints et maints sujets d'importance, il s'inscrit dans le dispositif de propagande européenne et mondialiste déployé à l'initiative des "Trilatéraux" assistés de leurs réseaux nationaux. Dans le concert cacophonique orchestré par tous ces prêchi-prêcha s'auto-proclamant nos mentors, Minc entend bien jouer sa partition.

Le très long chapitre consacré au chômage reprend ainsi la litanie des balivernes, des faux remèdes que Minc assaisonne de ses commentaires: «La fin du chômage est à notre portée. Si celui-ci continue à progresser, c'est l'expression d'une lâcheté collective, de notre prédilection pour les solutions-miracle, de notre refus d'un effort collectif, besogneux, de longue haleine. Arrêtons de crier haro sur la mondialisation et la construction européenne et pratiquons un minimum d'introspec-

tion». Entre autres cibles: le SMIC et le RMI, «deux droits acquis fonctionnant ensemble comme une machine à décourager les employeurs d'embaucher et les chômeurs de travailler».

La responsabilité des marges commerciales trop souvent abusives qui paralysent l'élargissement des débouchés face à l'explosion des quantités, fruit de la productivité ? Le coût effarant des politiques visant à juguler l'abondance, talon d'Achille de toute forme de capitalisme ? L'incidence des concurrences ruineuses, des délocalisations ? Minc se garde d'en souffler mot.

Fervent partisan, bien qu'il s'en défende, du "marche-ou-crève" américain et thatchérien, remède radical au chômage longue durée, Minc confesse sa préférence pour des petits pas dans cette direction, processus, à son sens, le mieux indiqué pour un consensus comme aux Pays-Bas. Il pense encore que, grâce à l'Euro, «les travailleurs de qualification moyenne, voire les chômeurs, n'hésiteront pas à aller d'un État-membre à un autre. Seul, le lumpen salariat, les travailleurs peu qualifiés, les exclus seront, à l'instar des agriculteurs, vissés à leur sol d'origine». Une Europe de nomades! Dommage que l'on ne puisse pas déplacer champs et océans. ➔

* La mondialisation heureuse, d'A.Minc, publié chez Plon en septembre 1997

1. un avis sûrement peu prisé d'une génération nourrie à refus de patriotisme, d'emblèmes nationaux, du culte des héros, des valeurs traditionnelles...!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive
La Grande Relève

R. Hanicot 50 - L. Janelle 300 - Mme Lachapelle 370 - G. Lecha 55 - M. Lherminez 170 - P. Magre 70 - G. Maurice 70 - A. Moreau 210 - A. Morlot 30 - Mme Picourlat 370 - F. Quillevere 200 - Mme Robier 20 - R. Saillard 120 - J. Simonet 20 - M. Calmeyn 85 - G. Chauvin 70 - M. Couton 70 - M. Dosset 100 - S. Faure 130 - M. Fournier 170 - Mme Giat 20 - R. Guichon 70 - J. Valat 200 - P. Wendling 70 - C. Bauny 70 - Mme Bouchard 1220 - V. Donnier 20 - J. Comte 70 - J. Leroy 70 - J. Grenier 100 - R. Jacobs 370 - F. Julé 40 - Mme Lahens 170 - J. Legros 50 - C. Logre 170 - F. Marsicano 70 - Mme Miard 70 - P. Moreau 70 - B. Palier 300 - L. Piel 70 - J. Renon 100 - M. Sacagi 20 - R. Savart 170 - R. Brusseau 90 - G. Capeyron 300 - R. Coustillac 40 - M. Delahaye 70 - P. Dubal 120 - Mme Fournier 370 - Mme Frete 75 - J. Gobeau 70 - Mme Guyot 120 - L. Verdelhan 50 - P. Bauge 20 - H. Bevançon 370 - A. Bertat 20 - B. Dubard 20 - G. Morier 70 - J. Rocq 20.

Total 8.085 F

Merci à tous !

➔ D'aucuns ont du travail une tout autre conception. Mobilisé au service des seules tâches utiles à l'ensemble social, accouplé à l'abondance potentielle d'énergie, à une profusion d'équipements ultra-performants et judicieusement répartis, gaspillages éliminés, rétribué en **monnaie de consommation**, sa durée s'en trouverait, pour chacun, considérablement réduite au bénéfice des activités libres du temps de loisir, sociales ou culturelles. Ceci est pour A.Minc une vision d'utopiste, d'illuminé, à des années-lumière du marigot dans lequel il a puisé les aliments de sa réflexion!

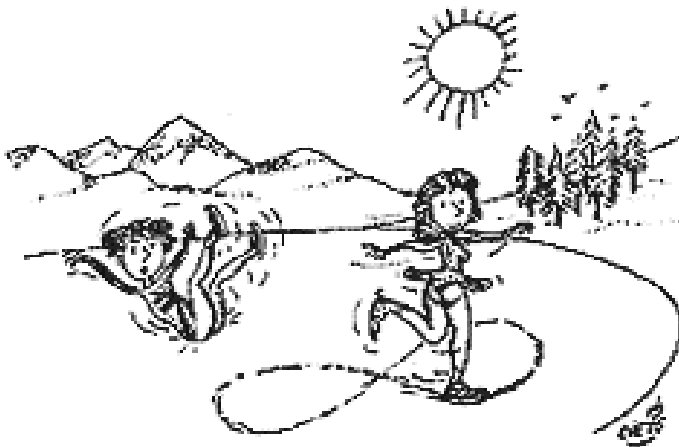


"Triomphe du marché-roi"? Un triomphe jalonné d'innombrables victimes, d'insensés gaspillages, de guerres destructrices, de révoltes permanentes ; un marché arcbuté sur une impitoyable compression des coûts sociaux et sur la dictature des prix; un marché manipulé par les grands-prêtres de la spéculation boursière installés dans ce faux postulat que la prospérité d'une infime minorité favorisée... entraînerait ipso-facto le mieux être général.

Du marché, Minc fait l'alpha et l'oméga des comportements humains. Mais, au-dessus du marché, il y a la nature, ses lois et ses contraintes. La nature se rit des grandioses réussites qu'il lui arrive de balayer en quelques minutes d'un cataclysme. Le marché ? Une minuscule planète dans la nébuleuse des besoins réels qualifiés d'imaginaires quand ils ne sont pas solvables.

"Le consommateur-roi"? Un bien triste sire devenu forçat de la consommation, matraqué par une publicité délirante qu'il paie à travers les prix, subissant la dictature des étiquettes, pressé de s'endetter afin d'alimenter les marmites à crédits. Foin de l'épargne, vertu cardinale d'une époque révolue.

Selon Minc le débat public se cristalliserait sur des "affrontements binaires" : privatisations contre services publics, solidarité contre liberté,



irrédentisme national contre internationalisation, modèle français contre mondialisation. Ne convient-il pas d'y ajouter d'autres affrontements autrement dérangeants pour la pensée unique: appétits financiers et intérêt général, contre rentabilité-utilité, rentabilité-sécurité, rentabilité-moralité, couples qui marquent au fer rouge la "solution libérale" ?

Mais qui donc, hormis les transnationales et leurs séides, réclame la mondialisation ? — Les forces du marché, se borne à répondre A. Minc, qui s'abstient d'en citer les opérateurs. Qui gère ces forces ? Qui en tire profit ? Une pico-minorité de la population mondiale, faite des hauts dirigeants des grandes compagnies financières, industrielles, pétrolières et commerciales, qui, aidés par l'ensemble des médias, trouvent commode de se draper des oripeaux d'une pseudo-démocratie.

Ardent et indécent plaidoyer pour l'Europe, le discours de Minc s'efforce de démontrer qu'au-paravant tout allait mal et que demain, grâce à l'Euro, on raserait gratis. Et de se lancer dans une diatribe prenant pour cible la France et les Français, «ses absurdités, ses syndicats croupions, ses rodomontades politiques», tirant au jugé sur son gouvernement, son populisme, sa bureaucratie, ses banques, sa Bourse, son centralisme archaïque, les retards et les blocages de son économie, sa fiscalité, son système éducatif, ses "sublimes" grandes écoles, son arrogance universaliste, etc.

«Les Français broient du noir au moment où les autres européens du continent voient la vie en gris et le reste du monde en rose». On le voit, il arrive à Minc d'écrire un peu n'importe quoi.

Sa conclusion : «Il faut innover sans tomber ni dans la révolte infantile, ni dans la soumission irréflective ». On attendra vainement la solution Minc à ce problème du carré rond. Suit un fourmillement d'hypothèses qu'il chevauche avec sa virtuosité coutumière de funambule. Lancé sur cette patinoire, il y évolue en danseuse de charme pour échouer dans les promesses d'un libéralisme de droite, alors qu'on le supposait chaud partisan d'un libéralisme de gauche. Il importe surtout de faire apparaître le merdier où un Euro bancal doit nous plonger, comme une nécessaire étape sur la voie d'une mondialisation heureuse.

Superbe chef-d'œuvre d'écriture, le livre de Minc vient à point pour faire ressortir à la lumière des faits, ce qu'il s'est attaché à nier : les insuffisances et les inconséquences de la propagande libérale.

Henri Muller

Le sel germe,... le sel, j'aime !

Une femme fait réparer son toit... Comment a-t-elle payé? Ah, si elle avait offert ses charmes au réparateur, il n'y aurait pas eu de problème! Mais elle a nargué la machine monétaire en utilisant une monnaie qui échappe au contrôle du F.M.I.! Si tout un chacun se mettait à fabriquer de la monnaie, où irait-on? Il n'y aurait plus de pauvres? Pour que la machine capitaliste fonctionne bien, il faut des riches et des pauvres. Ciel, si on m'enlève mes pauvres, comment vais-je obtenir des indulgences? Cela vaut bien qu'on mobilise tout l'arsenal législatif. Gare aux innocents dont les mains pleines de SEL pourraient gripper la machine!

Les maffieux russes ont trouvé une bonne solution : avec les laboratoires hypersophistiqués de l'ex-URSS, ils fabriquent de faux dollars... et vont les dépenser dans les palaces de la Côte d'Azur. Cela donne du travail aux femmes de chambre ! Les services de la répression des fraudes ont reçu la consigne de fermer les yeux, et les médias aussi. Chez nous, pas besoin de fabriquer de la fausse monnaie : on glisse des

dessous de table, on utilise des boîtes à lettres fictives, des paradis fiscaux. Tous les partis politiques connaissent la musique sur l'air de "je te tiens, tu me tiens, par la barbichette..."

Mais la femme qui a fait refaire son toit risque d'avoir à les ouvrir, après sa condamnation par le tribunal de Foix à 2.000 francs d'amende (avec sursis, il est vrai) !

* * *

Dans le monde entier, le jeu du monopoly continue. Ce qu'on appelle pudiquement la bulle financière ne concernait en 1970 "que" 18 milliards de dollars. C'est maintenant 1.300 milliards de dollars qui, chaque jour, flottent d'une place boursière à une autre. Comme il faut toujours plus, les Américains ont trouvé le truc : les fonds de pension économisés par les travailleurs pour assurer leurs vieux jours. Ils drainent 6.800 milliards de dollars aux États-Unis et le stratagème a franchi l'Atlantique : 1.600 milliards de dollars à Londres, 600 milliards à Paris. Les futurs retraités n'en verront probablement jamais la couleur.

mensuel de réflexion
socio-économique
fondé en 1934
par JACQUES DUBOIN

RÉDACTION :
Marie Louise DUBOIN
(directrice de la publication)
Jean-Pierre MON
André PRIME
Djémil KESSOUS
et les abonnés qui le souhaitent,
tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture et
ne sont pas retournés.

GRAPHISME :
Jean MATHIEU
Jacques VIGNES-ÉLIE
Anne-Laure WITSCHGER

Impression : R.PERNEL
COMMISSION PARITAIRE N° 57434
Diffusé par les N.M.P.P.

La Grande Relève
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE, POUR
LECONOMIE DISTRIBUTIVE

TARIF DES ABONNEMENTS

France	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois) ...	130	FF
Abonnement de soutien (2 n°)....	130	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe	175	FF

(par avion nous consulter)

RÈGLEMENTS :

par CCP à l'ordre de
La Grande Relève
N° 13 402 39 M Paris
par mandat ou chèque bancaire à l'ordre de :
La Grande Relève
B P 108
78115 LE VÉSINET Cédex

Ce journal ne survit que grâce à la
souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service
gratuit du journal à ceux de nos lecteurs
qui n'ont pas les moyens de payer leur
abonnement au tarif normal.

Téléphone seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Adresse internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

La vraie libération

Face à une certaine élite aux ordres de tenants du système qui continuent de faire croire par médias interposés, qu'une hypothétique croissance aux ordres du marché réduirait le chômage, un certain consensus semble se développer sur le fait que la production a de moins en moins besoin de bras. L'adage "*tout travail mérite salaire*" cautionne l'exploitation de l'homme par le travail, face au gâchis actuel qui met des millions de gens avec leurs compétences à l'écart. L'urgence dans la recherche de solutions ne fait plus de doute pour que l'avenir de la société ne soit pas aussi sombre.

Autrefois, l'esclavage régissait une certaine économie de rente, sa suppression le fut moins pour des raisons humanitaires que pour son aberration économique, car l'esclavage était devenu, à l'orée de la révolution industrielle, une entrave au développement économique. L'instauration du salariat, l'esclavage moderne, représenta pour le patron la panacée : une somme d'argent modulable permettant de dédommager la dépense d'énergie de celui qui fournissait un travail, tout en expropriant la valeur de ce travail. Longtemps, le salaire ne servit qu'à reconstituer les forces du travailleur. Avec l'avènement de la société de consommation, le salaire devint un moyen d'accéder à une production débridée. Le salarié est alors pris dans un piège infernal : consommer pour travailler, travailler pour consommer, consommation limitée toutefois à une part congrue, le reste étant accaparé par les nantis.

Les révolutions du passé ont, ou consacré une caste, ou bien été un élan d'espoir, mais les conditions de la majorité de la population n'ont guère évolué, les intérêts des privilégiés ayant, eux, toujours le dernier mot. Si l'on ne veut pas que ceux qui sont au chômage et dans la précarité deviennent petit à petit une population "*en trop*" ainsi que ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre, il ne reste comme solution que tenter de mettre en place, en premier lieu dans les esprits, une révolution qui aboutirait à la séparation du revenu du travail, la vraie libération pour le travailleur.

Un des scandales de cette fin de siècle, c'est toute cette richesse produite par un système qui ne connaît que la pénurie pour réaliser du profit. Aujourd'hui, débarrasser l'individu, dans la

société actuelle, des soucis matériels élémentaires, devrait être le but à atteindre d'une société qui serait tout au service de ses membres.

En ce moment, les 35 heures occupent le devant de la scène, mais que l'on travaille 39 ou 35 heures, cela ne changera rien tant au problème du chômage qu'à la distribution des richesses aussi longtemps que le revenu sera lié au travail. De plus raccourcir le temps de travail ne peut se concevoir que si celui-ci est considéré comme une corvée, alors qu'au contraire, il doit être une source de satisfaction et de liberté, en permettant à chacun de faire ce qu'il veut, en fonction de ses compétences, de ses goûts, débarrassé des soucis matériels. Imposer un travail à quelqu'un pour sa survie est une atteinte à la liberté individuelle. Le travail n'a pas à être cantonné dans un carcan minuté, son temps doit être choisi librement. C'est à chacun de savoir combien de temps il peut travailler. Une activité peut être passionnante sans avoir à s'occuper du temps qui passe, il n'y a que la liaison revenu-travail qui rend insatisfait.

Dans la société, tout le monde a un rôle à jouer, personne ne doit être "*en trop*". Face au progrès technologique, donner un emploi à chacun est irréalisable, même avec 35 heures ou beaucoup moins. Pour que tout le monde puisse faire valoir ses compétences, la mise en place d'un roulement pourrait être envisagée. Ainsi chacun, au cours de sa vie active, devrait à la société, par exemple 20 années, fractionnées par périodes plus ou moins longues. Les périodes d'activité liées à la production ou non, seraient couvertes par un projet social. Les périodes de non activité mises à profit pour des projets personnels, voire aller jusqu'à ne rien faire, qui devrait être un droit. Ces périodes seraient prises en charge par l'allocation universelle ou revenu social indexé sur la production.

Avec un roulement, chacun aurait sa place et serait partie prenante dans la marche de la société, ce qui renforcerait la démocratie, car une citoyenneté politique sans égalité sociale n'est qu'un leurre. L'instauration d'un roulement va à l'inverse de ce qui se trouve aujourd'hui chez les tenants du système actuel. Dans les médias et syndicats aux ordres, on nous rabâche que l'avenir est à l'annualisation, à la flexibilité du temps de travail, à la fin de l'em-



ploi à vie. Cela a bien l'aspect d'un roulement, sauf que le travail reste toujours lié au revenu et n'y est toujours considéré que par son rapport à la production et que les profits continuent toujours d'alimenter la même caste. Tant qu'un tel système durera, l'avenir, pour la grande majorité de la population, consistera à appartenir à une sorte de vivier dans lequel n'importe quel patron n'aura qu'à puiser. Que deviendront ceux qui ne feront pas partie des "heureux élus"? Comme l'écrivait Marx : «*Quand le prolétaire qui n'a que sa force de travail à vendre, ne travaille pas, il n'est pas considéré comme un être humain, il est abandonné à la justice criminelle, aux médias, aux religions, aux statistiques, à la politique, à la charité publique*».

Depuis la chute du mur de Berlin, tout est fait pour nous faire croire que le capitalisme a gagné par K.O. et qu'il n'y a pas d'alternative. Rien n'arrête les chantres du système qui osent faire dans un livre la liaison entre communisme et génocide. On oublie qu'à partir de 1492 et pendant des siècles, la mise en place du capitalisme a eu comme effet l'extermination de dizaines de millions d'Indiens, la mise en esclavage de millions d'Africains, la destruction d'un mode de vie séculaire. Shopenhauer écrivait : «*Plus la doctrine est haute, plus la vie est ouverte aux abus en présence de la bassesse et de la perversité de l'espèce humaine*». Une polémique sur ce qu'a fait tel ou tel système ne sert à rien, ce qui compte c'est comment sortir du marasme actuel. Peut-on se réjouir d'appartenir à une société qui fabrique autant de richesses que d'exclus, qui détruit la planète sans s'en soucier outre mesure, car elle ne "vaut" rien?

Certainement pas, à moins d'être inconscient. Mais pour changer, un coup de baguette magique ne suffira pas. Tant que le nanti campera sur le modèle de société qui lui est favorable, tant que le déshérité verra dans sa situation, non une preuve d'injustice, mais plutôt la faute à pas de chance, l'avenir sera sombre. Ce qu'il faudrait, mais comment y arriver, c'est qu'une partie des nantis réalisent que leur bien-être ne pourra tenir éternellement et qu'avec les déshérités, une solidarité s'engage face à cette société de consommation qui nous mène à la ruine. Un premier pas serait peut-être de prôner la grève de la consommation en n'achetant que le strict minimum pendant une certaine période. Une non-consommation volontaire désorganiserait le système, car «*celui qui n'achète pas ruine celui qui voudrait vendre*». Gageons qu'une telle grève, qui a déjà eu des précédents, en gênerait plus d'un, notamment ceux qui ne voient dans tout individu qu'un consommateur en puissance.

La séparation du revenu et du travail, un roulement, ne sont que des pistes parmi d'autres ... Le temps presse car le développement de notre société ne pourra pas, sur les bases actuelles, tenir indéfiniment la croissance tant portée aux nues, il suppose une exploitation accrue de la population, doublée d'un saccage de l'environnement. Mais faire admettre à ceux qui jouissent d'un certain confort, grâce au système, que leur niveau de vie n'est plus tenable dans les conditions actuelles ne sera pas facile. La... politique de l'autruche semble être la solution la plus facile à adopter pour un grand nombre.

Jean Le Rigolleur

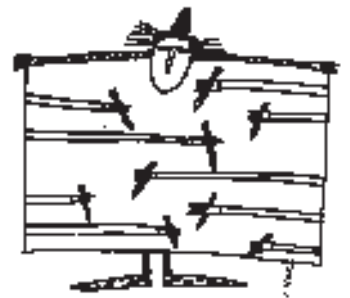
TRIBUNE LIBRE

Controverse acratique

Vive l'Acratie ! Tel est le titre de mon article paru dans la GR d'octobre 1997. J'y soutiens que toutes les «craties», qu'elles soient «aristo», «techno», «plouto» ou même «démô» (...cratie) ne sont que des formes de pouvoir qui étouffent l'individu et que l'on peut légitimement aspirer à un régime acratique où «l'administration des choses remplace le gouvernement des hommes», cette aspiration émancipatrice étant totalement inscrite dans le mouvement social du XIXème siècle. A l'appui de ceci, je cite le célèbre discours sur la désobéissance civile de Thoreau (1846) ou celui-ci déclare: «*Le meilleur gouverne-*

ment est celui qui ne gouverne pas du tout, et quand les hommes y seront près, tel sera le genre de gouvernement qu'ils auront». Dans le texte qui suit: «*Les marxistes ont-ils compris Marx ?*», je montre que, «*à partir du milieu des années 1930, Duboin et tout le courant de l'économie distributive se rattachent à ce projet, non pas tant au niveau des questions de luttes politiques, électorales, syndicales... mais sur le plan des questions économiques qui sont bien plus fondamentales car elles concernent l'infrastructure profonde de notre société*».

Ces deux articles ont suscité une très longue, mais très intéressante, lettre critique d'un lec-



1. Avec une petite réserve: je ne dirais pas que Marx a découvert une loi immuable du développement humain mais que Marx - tout comme Engels lui-même - a considérablement fait avancer notre connaissance en matière de sciences sociales. Depuis eux, on réfléchit différemment dans ces domaines. En tant qu'homme de science, Marx a cherché à élucider objectivement certains phénomènes. Comme un excellent scientifique il a fait considérablement avancer les choses dans certains domaines, mais, comme tout bon scientifique, il s'est planté en d'autres circonstances.

2 - Le RASSEMBLEMENT UNIVERSALISTE, BP 25, 75622 PARIS CEDEX 13, diffuse l'ouvrage de Djémil Kessous: "L'universalisme, expression majeure du mouvement social", (éd. Acratie), au prix de 85 F. franco. (CCP 42.843 95 S LA SOURCE).

teur, Pierre Delpon. Résumons ses propos. Pour lui, les notions d'acratie et de «gouvernement qui ne gouverne pas du tout» sont des «idées dénuées de substance», des «mots creux» aboutissant à enfanter «un monstre chimérique totalement fantasmatique et irréalisable dans la mesure où cela équivaldrait à supprimer comme d'un trait de plume, la nécessité de toute fonction proprement politique au sein de la société». Il y a «une nécessité absolue de concevoir au sein de toute cellule vivante et organisée, un noyau détenteur de «l'autorité» en matière de régulation et de contrôle et de maîtrise des échanges » et il en va de même pour toute société. Même si une certaine autonomie peut être satisfaite, «en cas de crise ou de grande urgence, qui excluent radicalement toute délibération qui dépasserait le temps dont on dispose, il faut que la décision puisse être prise instantanément par celui ou ceux qui sont délégués par la société à ce genre de poste de responsabilité. Et c'est précisément le rôle des hommes politiques ! Comme c'est précisément le rôle du pilote au gouvernail d'un paquebot navigant au plus près des côtes parsemées d'écueils ... à charge pour l'homme politique ou le pilote de rendre compte après coup à la nation ou à l'armateur, en cas d'accident ou d'avarie ». Notre lecteur déplore que « tous les exposés que l'on peut trouver sur l'économie distributive dans les documents proposés par la GR isolent pratiquement systématiquement cette économie alors qu'économie et politique sont dans les faits, en histoire, et pour tout homme au quotidien, intimement imbriquées et entremêlées, unies par des liens très forts pour le pire aujourd'hui mais peut-être pour le meilleur demain ». Ainsi, l'économie distributive ne pourra jamais «trionpher dans les esprits et dans les faits» sans qu'un problème politique: «toujours en suspens, jamais résolu depuis plus de deux siècles», celui de «donner au peuple la place qu'il mérite dans une démocratie véritablement digne de ce nom» n'ait été réglé au préalable, l'ED étant «le complément indissociable» de cette «démocratie véritable».

Réponse. En ce qui concerne le problème de l'acratie, je ne crois pas que cette idée soit «dénuée de substance». Je suis intensément libertaire, anarchiste si vous préférez, et, en tant que tel, anti-autoritaire, cette conception, du reste, étant en germe dans tout le mouvement socialiste originel. En effet, qu'est-ce donc que cet émancipation collective de l'humanité que nous revendiquons sinon cet affranchissement individuel, cette majorité à laquelle chacun de nous doit parvenir en

devenant libre de ses choix, de ses engagements, de sa vie ? C'est peut-être ici, d'ailleurs, que réside toute la philosophie de la subsidiarité et du contrat civique prônés par Marie-Louise Duboin. Cette tendance «acratique», donc, est présente en chacun de nous et je la revendique bien fort, quitte à me faire traiter d'utopiste ou de contestataire.

Le problème des rapports entre politique et économie évoqué par notre lecteur a déjà fait couler beaucoup d'encre. Sur ce point, je reste délibérément marxiste car je crois que l'économie joue un rôle prépondérant dans l'évolution sociale. «De même que Darwin a découvert la loi du développement de la nature organique, de même Marx a découvert la loi du développement de l'histoire humaine, c'est-à-dire ce fait élémentaire voilé auparavant sous un fatras idéologique que les hommes, avant de pouvoir s'occuper de politique, de science, d'art, de religion, etc., doivent tout d'abord manger, boire, se loger et se vêtir; que, par suite, la production des moyens matériels élémentaires d'existence et, partant, chaque degré de développement économique d'un peuple ou d'une époque forment la base d'où se sont développés les institutions d'État, les conceptions juridiques, l'art et même les idées religieuses des hommes en question et que, par conséquent, c'est en partant de cette base qu'il faut les expliquer et non inversement comme on le faisait jusqu'à présent». J'adhère à cette déclaration faite par Engels le jour de l'inhumation de Marx, son ami de toujours¹. Il est indubitable, à cet égard, que les militants qui appartiennent au courant de l'ED sont plus marxistes que les marxistes eux-mêmes. Ces derniers se sont souvent focalisés, voire fourvoyés, sur certains côtés politiques du mouvement social alors que les questions économiques, celles qui concernent la subsistance de chacun, sont fondamentales et reconnues comme telles par les militants distributistes. Cela se retrouve bien-sûr dans la GR, «revue de réflexion socio-économique», bien que nous ne négligions nullement les autres aspects: politiques, syndicaux, culturels, etc, du mouvement social. Souvent, les militants de l'ED sont engagés ailleurs: dans des partis, des syndicats ou d'autres associations. Souvent, hélas, des forces précieuses sont éparpillées car les problèmes qui touchent au changement social sont non seulement économiques, mais aussi politiques, culturels voire spirituels, ils sont universels. Je suis heureux, à ce sujet, d'annoncer la naissance du Rassemblement Universaliste², qui regroupe des militants d'origines diverses et dont des distributistes sont à l'origine.

Djémil KESSOUS

CONFÉRENCE
DJÉMIL KESSOUS
 animera une
 conférence sur
L'UNIVERSALISME
 le lundi 16 février
 1998 à 19H30
 salle
 de la Libre pensée,
 10-12 rue des
 FOSSÉS ST JACQUES,
 75005 PARIS.

*J*e profite de cette occasion pour vous renouveler mes encouragements, tellement il est évident que la solution distributiste est la seule issue à cette fausse "crise" que dénonçait déjà Jacques Duboin, il y a 60 ans.

Au fil des ans, on constate cependant que les signes encourageants se multiplient. Cela ne vous a sans doute pas échappé... Au fil d'interviews, d'articles, d'émissions, on entend de plus en plus souvent le discours soulignant l'existence réelle de richesses colossales qu'il faudrait peut-être partager... Puisse ce discours nous assourdir dans les mois et les années qui viennent !

M.M., Ermont

* * *

*E*ntre la mondialisation financière et "l'entrepreneurialité humaniste", un choix s'impose. Et vite ! Comme le dit I. Ramonet dans le Monde Diplomatique de décembre 97, un nouvel État supranational existe déjà, de fait, sous la forme de la "constellation" Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation pour la coopération et le développement économiques et Organisation mondiale du commerce. Evidemment, cet État supranational déjà en place n'a absolument rien à voir avec celui envisagé et espéré depuis quasi un demi siècle par les Citoyens du Monde, puisqu'il serait fédéraliste et mutualiste celui-ci. Faisant référence à l'avancée des négociations de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), I.Ramonet précise que cet accord devrait être signé en 1998, et qu'il vise bien « à donner les pleins pouvoirs aux investisseurs face aux gouvernements. » Et d'en déduire que « Le désarmement du pouvoir financier doit devenir un chantier civique majeur si l'on veut éviter que le monde du siècle à venir ne se transforme en une jungle où les prédateurs font la loi. »

Cette déduction d'I.Ramonet n'a pas manqué de me rappeler que j'avais un ami chef d'entreprise qui n'avait pas attendu que l'AMI soit signé pour agir, ré-agir en citoyen responsable, humainement parlant, face à la régression et à la déshumanisation généralisées que représentent la mondialisation du marché (surtout financier, le marché!) et ses conséquences sociales. J'ai en mains le texte du discours que l'Ami Bernard Plat avait prononcé dans la soirée du 20 octobre dernier dans les locaux de son entreprise Etiqroll, devant le Préfet, les députés et maires du cru et les salariés de l'entreprise.

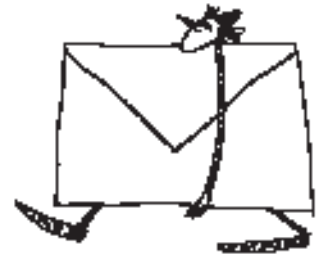
Je trouve ce texte tout à fait exemplaire en humanité. Il peut même servir de « maître-étalon » à plus d'un Directeur des Ressources humaines - y compris dans tel ou tel secteur du travail social, soit dit en passant! - Les autorités s'étaient déplacés pour signer l'accord État/Entreprise qui allait sceller un engagement de lutte contre le chômage chez Etiqroll,

engagement osant aller au-delà de la loi de Robien quant à la réduction et à l'aménagement du temps de travail.

Etiqroll, comme son nom l'indique, fabrique des étiquettes adhésives. Sise dans la zone industrielle de Rochecorbon, près de Tours, elle fut créée le 1er avril 1986. L'effectif de départ était de trois employés, dont le chef d'entreprise, même si, selon la loi, il ne compte pas dans l'effectif. À la fin du premier exercice, le chiffre d'affaires était de 2,6 millions de francs. Au 31-03-1996, Etiqroll c'était quarante-six salariés et 35 millions de francs de chiffre d'affaires. Toutes ces informations et bien d'autres encore furent rappelées dans le discours de B.Platt; mais c'est surtout l'importance de la participation active de ses collaborateurs qu'il signala d'emblée, je le cite : « Je voudrais insister sur le rôle essentiel des salariés de cette entreprise dans la mise en place de notre accord de réduction et d'aménagement du temps de travail. Leur esprit civique nous a conduit à une conclusion rapide du projet. Je voudrais leur témoigner, ici, ma gratitude. Grâce à eux et avec eux, je vais pouvoir construire l'entreprise à laquelle je crois, déhiérarchisée, anticonformiste, d'esprit artisanal dans les comportements individuels, altruiste et solidaire dans les comportements collectifs, novatrice au plan social et humain, à la pointe de la technologie dans notre secteur d'activité, entièrement dévouée au service de ses clients. »

Avec un tel but et un tel état d'esprit, on comprend que, pour lui, « le créateur d'entreprise est un individu sorti du rang ». Et puis « Le langage de l'énarque est aussi ésotérique que les hiéroglyphes des pyramides égyptiennes », mais il est vrai que « les énarques comme les polytechniciens ne sont que très rarement des créateurs d'entreprises ».

Aussi est-ce cette incommunicabilité patente entre politiques, économistes, dits très souvent experts, et entrepreneurs qu'il faut briser. B.Platt se fera, pour le dire, diplomate mais... fermement : « Monsieur le Préfet, c'est une supplique. Il est vital de rapprocher le monde politique du monde de l'entreprise. Alors que notre devoir commun de gouvernant et si j'ose dire de responsable économique nous impose d'être les bâtisseurs de lendemains meilleurs pour les femmes et les hommes de ce pays, au lieu de travailler ensemble nous œuvrons chacun dans notre environnement et nos problèmes sans jamais nous rencontrer. S'il en est ainsi, c'est parce que l'homme politique a oublié la noblesse de sa mission et que le chef d'entreprise ne l'a toujours pas intégrée. Si Coluche faisait la différence entre un Emir et un Arabe, je fais moi la différence entre un homme d'État et un homme politique. De même, si le capitalisme est l'exploitation de l'homme par l'homme et le



► *syndicalisme le contraire, je crois profondément que gouverner c'est gérer, que gérer c'est prévoir et que le rapport de force n'est ni un moyen de gouverner, ni un moyen de gérer. De plus, l'exercer ne grandit personne et surtout pas celui qui en profite.» Voilà bien ce qui s'appelle ne pas parler la langue de bois et ne pas garder la dite langue dans sa poche en présence des... Autorités. Le choix du politologue de référence ne manque pas non plus de panache et ne saurait qu'être apprécié au pays de Maître François Rabelais.*

BONNE ANNÉE ! BONNE A.E.D. !

En cette période de vœux, il me paraît bienvenu de nous souhaiter une bonne renaissance. Une explication s'impose : les plus fidèles des abonnés à *La Grande Relève* se souviennent certainement de l'existence dans les années 80 de l'*Association pour l'Economie Distributive* (AED) à laquelle il importait de donner un second souffle. C'est chose faite depuis le 15 novembre 1997. Peut-être objecterez-vous que cette association fait double emploi avec *La Grande Relève* ? En fait il n'en est rien. Si notre journal a vocation à regarder le monde d'un œil critique, les objectifs de l'AED doivent en être complémentaires.

- **Informier** : l'Economie Distributive ne deviendra une réalité que dans la mesure où au moins les principes en seront compris du public. Une structure organisée s'impose donc.
- **Collecter et redistribuer** les idées qui donnent sa consistance au nouveau projet de société. Chacun peut mesurer la faiblesse de son impact individuel... Combien de bonnes idées, combien d'élan généreux sont-ils condamnés à le rester faute d'avoir pu les faire connaître ou les partager ?
- **Disposer** d'une forte cohérence face à des doutes, des remarques... des critiques qui réclament des réponses claires, précises et indiscutables. Il faudra probablement des trésors d'imagination, de volonté, d'enthousiasme et de persévérance pour que cette association soit écoutée. Mais le résultat en vaut largement la peine : cela ne vous tente pas un monde d'où la misère a disparu, où chacun n'est plus obligé de perdre sa vie à tenter de la gagner, mais peut développer ses talents créatifs pour le bénéfice du plus grand nombre ?
- **Etc.**

Pas question de faire de l'angélisme, seulement de voir les choses en face : l'atavique égoïsme humain a fait, fait et fera sans doute encore beaucoup de ravages, mais prétendre qu'on n'y peut rien, c'est en être complice. L'AED se veut un moyen pour y remédier, mais il est évident que, sans vous, elle manque de moyens (dont le moyen financier est peut-être l'un des moindres !).

Si les principes ci-dessus (surtout l'etc.) éveillent un écho en vous et que vous souhaitez apporter vos capacités à cette entreprise, soyez le(la) bienvenu(e).

Le président
Michel CHERANCE.

Mais si cette belle leçon d'humanité, en éthique et déontologie, adressée aux édiles peut avoir une réelle portée, c'est bien parce que, en tant que chef d'entreprise, Bernard Plat a montré que le modèle humaniste appliqué au fonctionnement de l'entreprise était tout à fait jouable et... rentable. C'est ce que l'on pourra démontrer dans un prochain papier en puisant encore dans ce riche discours du 20 octobre dernier.

Car l'Ami Bernard Plat est un homme d'action pour de vrai, les pieds bien sur terre et ne fuyant pas le corps à corps avec le concret. C'est pourquoi l'amitié d'un tel homme honore et stimule tout à la fois l'homme d'écriture et de discours que je me suis - sans doute à tort!- toujours contenté d'être...

G.Lecha, Tours.

Où êtes-vous, Monsieur Zola ?

Dans l'hebdo de la gauche socialiste "À gauche", on pouvait lire le 8 janvier dernier un article intitulé "Si seulement 1998 rimait avec 1788 et 1968", dans lequel Jean-Luc Mélenchon notait que «L'état d'urgence sociale n'a été admis que par 10 % du parti» Un de nos lecteurs a réagi à cette lecture, il nous écrit :

En lisant l'éditorial de J-L Mélenchon, je n'ai pu m'empêcher de lui faire part de ma réaction. Je pense que vous partagez ce point de vue et qu'il est nécessaire, autant que faire se peut, de participer à ce mouvement qui sera peut-être un éveil. Quand verrons-nous les jeunes emboîter le pas?

J.F., Vitrolles.

et il a joint copie de son message à J-L M.:

Cher camarade, bravo pour ton article. Je pense qu'il faut espérer que ce mouvement, enfin décidé par les chômeurs qui eux n'ont plus rien à perdre, pourra déboucher sur la voie de changements réels et des "solutions vraies".

Dans tes rimes on pourrait ajouter 1898, l'année où un homme a eu le courage de dire haut et fort «j'accuse» envers et contre tout.

En 1998, il pourrait dire: «J'accuse tous les dirigeants politiques de nous cacher les vraies raisons qui font que notre société ne peut plus faire vivre dignement une grande partie des hommes, même dans des pays très riches de biens et de possibilités d'en créer.

J'accuse tous les dirigeants de maintenir un système économique qui ne peut satisfaire que les nantis et créer la crainte, pour ceux qui ne sont pas encore exclus, de manifester une quelconque révolte afin de ne pas perdre une situation même précaire.

J'accuse les médias d'étouffer toutes tentatives d'exposer et de discuter des « solutions vraies.»

J.F., Vitrolles.